

**Arrêté N°2022/SEE/0067**

portant prescriptions spécifiques relatives au système d'assainissement  
de la commune de Paulx – Le Pont Neuf

**LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE**

**VU** la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.170 à L.173, L.210 à L.216, D.211-10, R.211-22 à R.211-47, R.212-10, R.212-11 et R.212-18, R.214-1 à R.214-56, R.216-7 à R.216-14 et le livre V – titre IV ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-6 à R.2224-17 ;

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-15 et L.1337-2 ;

**VU** l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté interpréfectoral du 16 mai 2014 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du marais breton et du bassin versant de la baie de Bourgneuf ;

**VU** l'arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes ;

**VU** l'arrêté du 9 décembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2008/BE/099 du 15 juillet 2008 portant prescriptions spécifiques à la déclaration relative à la création d'une station d'épuration sur la commune de Paulx ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO à ses collaborateurs ;

**VU** le projet d'arrêté, présenté par courrier du 2 décembre 2021 au pétitionnaire, au titre d'une phase contradictoire de 15 jours ;

**VU** les réponses formulées par le pétitionnaire par courrier de réponse du 17 décembre 2021 et par courriel de réponse du 23 février 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3A-4, prescrit en cas de raccordement d'effluents non domestiques à une station d'épuration collective, la réalisation d'une étude d'impact pour examiner la compatibilité de l'effluent avec la station, l'estimation du rendement des transferts et du traitement, ainsi que les conséquences sur le mode d'élimination des boues ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3C-1, prescrit que les travaux relatifs aux réseaux d'assainissement s'appuient sur une étude diagnostic de moins de 10 ans, et que ces études identifient notamment le nombre des branchements particuliers non conformes et le ratio coût/efficacité des campagnes de contrôle et de mise en conformité ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 5B-1, prescrit que les autorisations de rejet des établissements ou installations (y compris rejets urbains) responsables des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre, à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, les objectifs de réduction des substances dangereuses d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne à l'échéance 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 5B-2, prescrit que les collectivités maîtres d'ouvrage de réseaux d'assainissement vérifient la prise en compte des substances listées dans la disposition 5B-1, dans les autorisations de rejet définies à l'article L.1331-10 du code de la santé publique ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 12 – diagnostic périodique du système d'assainissement – pour l'application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, que le maître d'ouvrage établit un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées suivant une fréquence n'excédant pas dix ans ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe I – tableau 1 – les informations d'autosurveillance à recueillir sur les déversoirs en tête de station et by-pass vers le milieu récepteur en cours de traitement, une estimation journalière des débits rejetés pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 30 kg/jour de DBO5 et inférieure à 120 kg/jour de DBO5 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe I – tableau 2.1 – les informations d'autosurveillance à recueillir en entrée et/ou sortie de la station de traitement des eaux usées sur la file eau, une mesure du débit en entrée ou en sortie, pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 30 kg/jour de DBO5 et inférieure à 120 kg/jour de DBO5 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe II – tableau 3 – fréquences minimales, paramètres et types de mesures à réaliser sur la file eau des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale de traitement supérieure à 60 kg/jour de DBO5 et inférieure à 120 kg/jour de DBO5 - la confection de 2 bilans complets sur 24 heures par an ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe II – tableau 5.2 – les fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et les fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites pour les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale de traitement supérieure à 60 kg/jour de DBO5 et inférieure à 120 kg/jour de DBO5, une mesure de la quantité annuelle de matières sèches de boues produites et 6 mesures annuelles de siccité des boues ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe III – tableau 6 – les performances minimales de traitement attendues pour les paramètres DBO5, DCO et MES pour les stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement traitant une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg/jour de DBO5 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 16 mai 2014 susvisé, prescrit en sa disposition 22 – engager une gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement collectif – que les collectivités disposant déjà d'un schéma directeur d'assainissement sont invitées à le réviser tous les dix ans ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 16 mai 2014 susvisé, prescrit en sa disposition 22 – engager une gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement collectif – que les collectivités compétentes établissent un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau, en fonction des conclusions de l'étude diagnostique des réseaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté du 16 mai 2014 susvisé, prescrit en sa disposition 24 – conforter les performances épuratoires des stations d'épuration – les performances épuratoires minimales à atteindre sur les paramètres DBO5, NTK et PT pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 1 000 Equivalents-Habitants ;

**CONSIDÉRANT** que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mise en place sur le déversoir en tête de station (point réglementaire A2), correspondant à un trop-plein localisé à 150 ml du 1<sup>er</sup> tampon en amont du poste de refoulement général, permet uniquement la transmission des temps de déversement au milieu récepteur ;

**CONSIDÉRANT** que la récurrence des temps cumulés de déversement mesurés sur le déversoir en tête de station sur les trois dernières années 2018, 2019 et 2020, respectivement de 20 jours complets, 16 jours complets et 34,6 jours complets nécessite la mise en place à l'échéance du 31 décembre 2022 d'une métrologie d'autosurveillance (mesure des volumes journaliers de déversement) permettant d'évaluer la quantité de pollution non traitée rejetée au milieu récepteur ;

**CONSIDÉRANT** que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mise en place respectivement en entrée station (point réglementaire A3) et en sortie station (point réglementaire A4) permet la transmission des volumes moyens journaliers ;

**CONSIDÉRANT** que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mise en place sur les boues produites (point réglementaire A6) permet la transmission des volumes journaliers, des quantités de matières sèches et des résidus sec à 105° ;

**CONSIDÉRANT** l'achèvement en 2019 d'une étude diagnostique du réseau de collecte des eaux usées et d'un schéma directeur d'assainissement ;

**CONSIDÉRANT** que le débit de référence doit être réévalué en fonction du percentile 95 des débits entrants journaliers sur une période minimale de 5 ans de manière à atténuer les variations saisonnières ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des caractéristiques particulières du projet, il convient de compléter les prescriptions générales applicables par des prescriptions spécifiques ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

## ARRÊTÉ

### Titre I – OBJET DE L'ARRETE

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 15 juillet 2008 susvisé est abrogé.

#### **ARTICLE 2** : Objet de l'arrêté

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, le présent arrêté porte sur les prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le système de collecte (code Sandre ouvrage 0444119R0001) et de la station de traitement des eaux usées (code Sandre ouvrage 0444119S0002) d'une capacité nominale de **1 500 Equivalents-Habitants (EH)** située au lieu-dit Le Pont Neuf, au sud-ouest de la commune de Paulx, sur les parcelles cadastrales n°219 et 220 section AB;

La géolocalisation de la station est en mode Lambert 93 (X : 338 446 ; Y : 6 661 764).

La commune de Paulx est le maître d'ouvrage du système d'assainissement.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

<u>N° Nomenclature</u>	<u>Intitulé</u>	<u>Régime</u>	<u>Arrêté de prescriptions générales correspondant</u>
2.1.1.0 - 2°	Systemes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

### Titre II – PRESCRIPTIONS

#### **ARTICLE 3** : Conformité au dossier et prescriptions générales

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015 portant prescriptions générales.

#### **ARTICLE 4** : Mise à jour du plan de recolement du réseau de collecte.

Le maître d'ouvrage transmet par courrier au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte sous formats papier et électronique (CD-ROM ou clé USB).

#### **ARTICLE 5 : Modification des prescriptions**

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, la modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du 3ème alinéa du II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté modificatif est porté à la connaissance du maître d'ouvrage qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.212-37 du code de l'environnement.

Le silence gardé par le service de police de l'eau pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement, tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est porté à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Toute modification du plan d'épandage des boues est portée à la connaissance du préfet.

#### **ARTICLE 6 : Durée de l'autorisation administrative**

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

#### **ARTICLE 7 : Transfert de bénéficiaire**

Conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

#### **ARTICLE 8 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 9 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### Titre III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

#### **ARTICLE 10** : Prescriptions spécifiques

##### 10.1 – Charges de référence

##### 10.1.1 – Charges de référence organiques

La station de traitement des eaux usées doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

<u>Paramètres</u>	<u>Charges</u>	<u>Unité de mesure</u>
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours DBO5	90	Kg d'O2/jour
Demande chimique en oxygène DCO	180	Kg d'O2/jour
Matières en suspension MES	135	Kg/jour
Azote Global NGL	22,5	Kg/jour
Phosphore total PT	6	Kg/jour

##### 10.1.2 – Débit de référence

Le système de collecte étant 100% séparatif, le débit de référence correspond au débit de pointe journalier de temps sec nappe haute (355 m<sup>3</sup>/jour), auquel est ajouté une part des eaux claires parasites permanentes qui se sont introduites dans le système de collecte (eaux claires parasites d'infiltration et de captage).

Si la pluviométrie vient à influencer les débits arrivant à la station de traitement des eaux usées du fait de l'entrée d'eaux pluviales dans le réseau dédié à la collecte des eaux usées strictes (rejets domestiques, assimilés domestiques et non domestiques), **le débit de référence utilisé pour l'évaluation des conformités nationale et locale correspond au percentile 95 des débits journaliers entrants sur la station**. Le maître d'ouvrage est informé par le service en charge du contrôle de la conformité annuelle de la station de traitement des eaux usées, de l'application du nouveau débit de référence utilisé pour l'évaluation des conformités en performance.

La station de traitement des eaux usées est conçue pour traiter :

- débit de pointe de temps sec nappe basse : 285 m<sup>3</sup>/jour ;
- débit de pointe de temps sec nappe haute : 355 m<sup>3</sup>/jour ;
- débit de pointe horaire de temps sec (30 m<sup>3</sup>/heure) ;
- débit de pointe horaire de temps de pluie (53,5 m<sup>3</sup>/heure).

## 10.2 – Description du système d'assainissement

### 10.2.1 – Système de collecte

Réseau gravitaire et de refoulement	8 934 ml dont : - réseau gravitaire : 7 938 ml - réseau de refoulement : 996 ml			
Postes de refoulement (PR)	Equipement / capacité nominale	Télesurveillance	Trop-plein	Géolocalisation (en mode Lambert 93)
PR1 Belle Fontaine	2 pompes (dont 1 en secours) de 12,6 m <sup>3</sup> /h et 11,4 m <sup>3</sup> /h	oui	oui	X : 338 168 Y : 6 663 062
PR2 La Bourrière	2 pompes (dont 1 en secours) de 18 m <sup>3</sup> /h et 19,2 m <sup>3</sup> /h	oui	oui	X : 338 266 Y : 6 662 203
PR3 La Chapelle	2 pompes (dont 1 en secours) de 8,4 m <sup>3</sup> /h et 6 m <sup>3</sup> /h	oui	oui	X : 338 199 Y : 6 661 847

Le synoptique du réseau de collecte de la commune de Paulx figure en **annexe n°1**.

### 10.2.2 – Station de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées de type **boues activées en aération prolongée**, comprend pour l'essentiel :

#### Filière "eau"

- un déversoir en tête de station (point réglementaire A2), correspondant à un trop-plein localisé à 150 ml du 1er tampon en amont du poste de refoulement général entrée station, équipé d'un dispositif de mesure pouvant estimer les débits rejetés (temps de déversement),
- un poste de refoulement général entrée station équipé de deux pompes de 130 m<sup>3</sup>/heure,
- un prétraitement constitué d'un tamis rotatif et d'un compacteur-ensacheur des refus de dégrillage,
- un dispositif de mesure journalière du débit en entrée de station en amont du prétraitement (débitmètre électromagnétique), et un dispositif permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents, en aval du prétraitement et en amont des retours en tête (point réglementaire A3) ;
- un bassin d'aération avec zone d'anoxie, équipé de turbines d'aération, d'un agitateur et d'un redoxmètre,
- un dispositif d'injection de réactifs dans le bassin d'aération, permettant la déphosphatation physico-chimique, équipé de deux pompes doseuses (1 + 1 en secours), et d'une cuve de stockage de réactifs double peau
- un dégazeur,
- un poste à flottants,

- un puits à boues,
- un poste toutes eaux équipé de deux pompes de 25 m<sup>3</sup>/heure,
- un clarificateur équipé d'un pont racleur,
- un poste d'extraction et de recirculation des boues, équipé d'une pompe de recirculation,
- un local d'exploitation,
- un local électrique,
- un dispositif de mesure journalière du débit en sortie de station (canal venturi équipé d'une sonde à ultrasons), et d'un dispositif permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs en aval du clarificateur (point réglementaire A4), pour la réalisation des bilans réglementaires (bilans complets entrée et sortie station confectionnés sur 24 heures et asservis au débit),
- trois lagunes de finition d'une surface respective de 1 350 m<sup>2</sup>, 890 m<sup>2</sup> et 850 m<sup>2</sup>.

**Une métrologie d'autosurveillance (mesure des volumes journaliers de déversement) du point réglementaire A2 est mise en place et réceptionnée avant l'échéance du 31 décembre 2022.**

#### **Filière "boues"**

- un dispositif de mesure journalière des volumes des boues produites équipé d'un débitmètre électromagnétique, situé en amont des lits de séchage plantés de roseaux (point réglementaire A6) ,
- six casiers de lits de séchage planté de roseaux d'une surface minimale de 400 m<sup>2</sup>, permettant d'atteindre une siccité moyenne de 15 à 20%.

La capacité et la durée de stockage des boues sont compatibles avec les dispositions du plan d'épandage qui fait l'objet d'un dossier de déclaration spécifique.

Lorsqu'une valorisation sur les sols est prévue, le maître d'ouvrage justifie d'une capacité de stockage minimale de 6 mois de production de boues destinée à cette valorisation.

Une valorisation des boues vers un centre de compostage peut être également mise en oeuvre.

Le synoptique du schéma d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées figure en **annexe n°2**.

### **10.3 – Fonctionnement, exploitation, fiabilité et entretien du système d'assainissement**

#### **10.3.1 – Fonctionnement**

La station de traitement des eaux usées est conçue, dimensionnée, réalisée, exploitée, entretenue et réhabilitée de manière telle qu'elle puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant aux charges de référence et débit prescrits à l'article 10.1.



### 10.3.2 – Exploitation

Les ouvrages et équipements sont exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système d'assainissement dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant de la station de traitement des eaux usées peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci ;
- utiliser toute autre disposition alternative mise en oeuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau, ...).

### 10.3.3 – Fiabilité

Le maître d'ouvrage et son exploitant justifient à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement compatibles avec le présent arrêté.

Des performances acceptables sont garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériel recensés, et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement

## **ARTICLE 11** : Prescriptions applicables au système de collecte

### 11.1 – Conception – réalisation

Les systèmes de collecte sont conçus, dimensionnés, exploités et réhabilités de manière à desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement, de manière à éviter tout rejet direct par temps sec, les fuites et les apports d'eaux claires parasites météoriques et de captage, et à acheminer à la station de traitement des eaux usées les flux correspondant à son débit de référence.

Les points de surverse sont conçus et exploités de manière à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence, et tout rejet d'objet flottant en cas de déversement dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils sont conçus pour éviter les érosions du milieu récepteur au point de déversement.

Les nouveaux postes de refoulement sont conçus et exploités de manière à empêcher tout déversement **pour une pluie mensuelle**, disposer le cas échéant d'un stockage de sécurité, et ne pas permettre l'introduction d'eau en provenance du milieu naturel.

### 11.2 – Raccordements

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne sont pas raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à condition que le système d'assainissement le permette.

Les demandes d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Elles ne peuvent être délivrées que lorsque le réseau est apte à acheminer ces effluents, et que la station de traitement des eaux usées est apte à les traiter sans risque de dysfonctionnements.

Conformément à l'article R.211-11-3 du code de l'environnement, les autorisations de déversement que comportent, le cas échéant, les autorisations délivrées en application des articles L.214-3 et L.512-1 prennent en compte les objectifs du programme et les normes de qualité fixées en application de l'article R.211-11-2.

Le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement vérifie la prise en compte des substances dangereuses listées dans la disposition 5B-1 du SDAGE Loire-Bretagne, dans les autorisations de déversement d'effluents non domestiques, et les mettent à jour si nécessaire.

L'autorisation de déversement d'effluents non domestiques donne lieu à l'établissement d'une convention entre le maître d'ouvrage et le demandeur, qui précise les modalités de rejet de ces effluents (notamment flux, débits et concentrations maximum acceptables par le système d'assainissement de la collectivité).

**Ces documents ainsi que leur modification, sont transmis au service de police de l'eau.**

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement veille à prendre en compte la capacité réelle de collecte et de traitement de son système d'assainissement dans le cadre de leur projet de développement.

**Ainsi, tout raccordement supplémentaire d'eaux usées, d'origine domestique, assimilé domestique et non domestique sur le réseau de collecte, est autorisé sous réserve de la capacité de collecte et de traitement du système d'assainissement.**

### 11.3 – Optimisation du système de collecte

Suite à l'achèvement en 2019 de l'étude diagnostique du réseau de collecte des eaux usées et d'un schéma directeur d'assainissement (SDA), le maître d'ouvrage met en oeuvre le programme pluriannuel des travaux de réhabilitation du réseau de collecte et la remise en conformité des branchements domiciliaires permettant de réduire l'apport des eaux claires parasites, conformément à l'échéancier prévisionnel des travaux du SDA figurant en **annexe n°3**.

Conformément à la disposition 22 du PAGD du SAGE, ce programme pluriannuel de réhabilitation des réseaux poursuit notamment les objectifs suivants :

- assurer la réhabilitation des mauvais branchements à hauteur de 10% par an minimum,
- avoir des déversements directs au milieu récepteur d'occurrence exceptionnelle (et dans tous les cas inférieure à une fois par mois),
- de réduire l'intrusion des eaux parasites dans les réseaux de transfert des eaux usées pour tendre vers un taux d'intrusion inférieur à 3, défini selon la formule de calcul ci-dessous :
- $$\text{taux d'intrusion} = \frac{\text{moyenne des 20 débits journaliers les plus élevés en entrée station}}{\text{moyenne des 20 débits journaliers les plus faibles en entrée station}}$$

Le maître d'ouvrage ou son exploitant mentionne dans le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement prescrit à l'article 14.2.3 du présent arrêté, la nature du programme de travaux de réhabilitation du réseau de collecte et le taux de remise en conformité des mauvais branchements domiciliaires réalisés le cas échéant au cours de l'année civile écoulée.

## **ARTICLE 12** : Prescriptions applicables au système de traitement

### 12.1 – Conception et fiabilité de la station de traitement des eaux usées

Conformément à l'article 4 de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015, la station de traitement des eaux usées fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles **au moment de la réhabilitation ou de la reconstruction de la station de traitement des eaux usées**. Cette analyse est transmise au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

Le personnel d'exploitation reçoit une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

### 12.2 – Point de rejet

Le rejet au milieu naturel est identifié aux points de coordonnées Lambert 93 (X : 338 284 ; Y : 6 661 856) dans le Falleron (masse d'eau FRGR0562a – Le Falleron et ses affluents depuis la source jusqu'à Machecoul).

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il permet une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Le rejet s'effectue dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation, et éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet (au moyen notamment de clapet anti-retour).

### 12.3 – Rejet

#### 12.3.1 – Valeurs limite de rejet – obligations de résultat

En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées en sortie du clarificateur (**point réglementaire A4**), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté, sont les suivantes.

<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales</u>	<u>Concentrations rédhibitoires</u>	<u>Rendements minimaux</u>
DBO5	20 mg/l	70 mg/l	95,00 %
DCO	65 mg/l	400 mg/l	-
MES	25 mg/l	85 mg/l	-
NTK	15 mg/l	-	85,00 %
NGL	20 mg/l	-	-
PT	1,5 mg/l	-	90,00 %

Les effluents satisfont aux exigences de rejet en concentration ou rendement sur les paramètres DBO5, NTK et PT.

Les concentrations maximales s'appliquent sur un échantillon moyen 24 heures; sauf pour l'azote et le phosphore où elles sont à respecter en moyenne annuelle.

### Valeurs limites complémentaires

- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure à 25°C
- absence de substances surnageantes
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur

Sont considérées "hors conditions normales de fonctionnement" les situations suivantes :

- fonctionnement de la station de traitement des eaux usées au-delà de son débit et/ou charges de référence prescrits à l'article 10.1,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié).

#### 12.3.2 – Conformité du rejet

La station de traitement des eaux usées est jugée conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les 2 conditions suivantes sont simultanément réunies :

- le rejet est conforme aux valeurs limites de rejet et des valeurs rédhitoires prescrites à l'article 12.3.1,
- respect du programme d'autosurveillance prescrit à l'article 13.2.2.

### 12.4 – Prévention et nuisances

#### 12.4.1 – Dispositions générales

La station de traitement des eaux usées est conçue et implantée hors des zones à usages sensibles (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 31 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié), et de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

L'ensemble du site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont régulièrement entretenus, de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Une surveillance particulière est assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires de rejets.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (notamment les réactifs) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

#### 12.4.2 – Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

#### 12.4.3 – Prévention des nuisances sonores

Les installations sont exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores sont réglementées aux articles R.1334-30 à R.1334-36 du code de la santé publique. L'article R.1334-33 fixe notamment une valeur-limite de 5 dB au-dessus du bruit ambiant en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB en période nocturne (de 22 heures à 7 heures).

#### 12.4.4 – Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages n'ont pas libre accès aux installations. L'ensemble des installations de la station de traitement des eaux usées est délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public est clairement signalée.

Les agents des services habilités, notamment ceux de la direction départementale des territoires et de la mer et de l'OFB (Office Français de la Biodiversité), ont constamment libre accès aux installations autorisées.

### **ARTICLE 13** : Autosurveillance du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage se réfère au guide pratique de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne édité en novembre 2015 (mise en oeuvre de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement des collectivités et des industries – équipements et contrôles) pour les équipements à mettre en place pour l'autosurveillance des ouvrages de rejets du système d'assainissement (points réglementaires et logiques du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées).

#### 13.1 – Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits du curage et de décantation du réseau. Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour.

Ces éléments sont tenus à la disposition du service de police de l'eau.

Les postes de refoulement futurs sont équipés d'un moyen de télésurveillance avec alarme, et dimensionnés sur **une pluie de référence mensuelle**.

Les poires de niveau sont à proscrire pour l'instrumentation de points réglementaires car elles n'assurent pas un niveau de précision et de fiabilité suffisant. Néanmoins, elles sont autorisées dans la surveillance du risque de déversement sur d'autres points non réglementaires.

#### 13.2 – Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

##### 13.2.1 – Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité est enregistré sur un cahier d'exploitation qui est tenu à la disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses ...).

Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles sont accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue à sa charge, un contrôle des effluents bruts et des effluents traités par les prélèvements aval des prétraitements et dans le chenal de comptage de sortie. Conformément à l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié concernant l'autosurveillance des stations de traitement des eaux usées, la station est équipée à cette fin d'un dispositif de mesure et enregistrement en continu du débit en entrée et en sortie station, et aménagée de façon à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs constitués sur 24 heures des effluents en entrée et en sortie station, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement. Les préleveurs sont automatiques réfrigérés ou isothermes (5° +/- 3) et asservis au débit.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

### 13.2.2 – Fréquences d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

<u>Paramètres</u>	<u>Fréquence d'analyse (jours par an)</u>
débit	365
pH	2
DBO5	2
DCO	2
MES	2
Température de l'eau	2
NTK	2
NH4	2
NO2	2
NO3	2
PT	2
Quantité de matières sèches de boues produites	1
Mesures de siccité	6

Excepté pour la température de l'eau, les mesures physico-chimiques s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station, y compris des ouvrages de dérivation. Les mesures de débit en entrée et en sortie station font l'objet d'un enregistrement en continu.

**Par ailleurs, le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées comprend au minimum des tests hebdomadaires  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{NO}_3^-$  et  $\text{PO}_4^{3-}$  sur le rejet des eaux usées traitées en sortie du clarificateur (point réglementaire A4). L'exploitant utilise à cet effet une gamme de tests adaptée pour les mesures de concentration pour tous les paramètres.**

Le programme annuel d'autosurveillance est adressé par le maître d'ouvrage ou son exploitant avant le 1er décembre de l'année précédant la mise en oeuvre de ce programme au service de police de l'eau pour acceptation, et à l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Cet exercice est réalisé en vue de la validation des données d'autosurveillance de l'année à venir.

Les résultats de ces mesures et analyses (bilans réglementaires 24 heures, tests hebdomadaires en sortie de station) ci-dessus faites durant le mois N sont reportés sur un registre d'exploitation, et les bilans réglementaires 24 heures sont transmis dans le courant du mois N+1 au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne au titre de l'autosurveillance Sandre.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Le maître d'ouvrage transmet ces données via l'application informatique Verseau accessible à une adresse disponible auprès du service de police de l'eau. Le maître d'ouvrage est alors réputé s'être conformé aux obligations prescrites ci-dessus.

L'autosurveillance relative aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur la nature, la quantité des déchets évacués et leur destination.

L'autosurveillance relative aux boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur :

- la quantité brute, la quantité de matières sèches et l'origine des apports extérieurs de boues,
- la quantité de matières sèches de boues produites,
- la quantité brute, la quantité de matières sèches, la mesure de la qualité et destination(s) des boues évacuées.

### 13.2.3 – Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Sont tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne :

- un registre comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet ;
- un cahier de vie du système d'assainissement comportant au minimum les éléments prescrits à l'article 20-II-1 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié – **section suivi du système d'assainissement**. Le cahier de vie est rédigé par l'exploitant de la station. Il est transmis pour information à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne et au service chargé de la police de l'eau.

### 13.2.4 – Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et de la pêche, ont libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Conformément à l'article 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié, le service de police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les agents du service de police de l'eau peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté.

### 13.2.5 – Autosurveillance des boues

**Les boues accumulées dans les lits plantés de roseaux sont curées selon une périodicité recommandée de 10 à 15 ans.** Ces boues sont valorisées en filière épandage ou compostage, ou éliminées conformément aux dispositions générales relatives aux boues définies par les articles R.211-25 à R.211-30 du code de l'environnement, aux conditions générales d'épandage définies par les articles R.211-31 à R.211-37 et aux dispositions techniques définies par les articles R.211-38 à R.211-45.

L'épandage de plus de 3 tonnes de matières sèches/an ou de plus de 150 kg d'azote total/an relève du régime de déclaration au titre de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement. Le document d'incidence de ce dossier de déclaration est conforme aux prescriptions de l'article R.211-46 du code de l'environnement. Ce document comprend en particulier

une étude préalable conforme aux dispositions de l'article R.211-33 du code de l'environnement et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, définissant en particulier l'aptitude du sol à les recevoir, son périmètre et les modalités de sa réalisation.

L'exploitant tient à jour un registre d'épandage, conforme aux dispositions de l'article R.211-34 du code de l'environnement et à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, mentionnant en particulier les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage et les cultures pratiquées. En application de l'article R.211-35 du code de l'environnement, ce registre est présenté aux agents chargés du contrôle et une synthèse des informations est adressée par l'exploitant de la station au service de police de l'eau. **Dans le cas des lits de séchage plantés de roseaux, cette synthèse est requise l'année du curage.**

#### 13.2.6 – Elimination des autres sous-produits

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande du service de police de l'eau.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service de police de l'eau.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

Le conditionnement de ces déchets est adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

### **ARTICLE 14** : Informations et transmissions obligatoires

#### 14.1 – Transmissions préalables

##### 14.1.1 – Périodes d'entretien

Le service de police de l'eau est informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparation prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements lui sont précisées.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire dans les 20 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

#### 14.2 – Transmissions immédiates

##### 14.2.1 – Incident grave – accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en oeuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.



Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de refoulement, est signalé dans les meilleurs délais, par voie électronique, au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### 14.2.2 – Dépassements des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté

Les dépassements des valeurs limites de rejet prescrites à l'article 12.3.1 du présent arrêté sont signalés dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

#### 14.2.3 – Transmissions annuelles

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement rédige tous les ans en début d'année N+1 le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente N, qu'il transmet au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne avant le 1er mars de l'année N+1.

Ce bilan comporte au minimum les éléments prescrits à l'article 20-II-1 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié (**incluant la section 3 – suivi du système d'assainissement – du cahier de vie**).

Le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

### **Titre IV – DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 15** : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Paulx, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE du marais breton et du bassin versant de la baie de Bourgneuf pour information.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée d'au moins six mois.

#### **ARTICLE 16** : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du code de l'environnement, et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce code.

#### **ARTICLE 17** : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de la commune de Paulx, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le - 2 MARS 2022

le PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires  
et de la mer et par délégation,  
La cheffe du service eau et environnement,



Marine RENAUDIN

#### Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

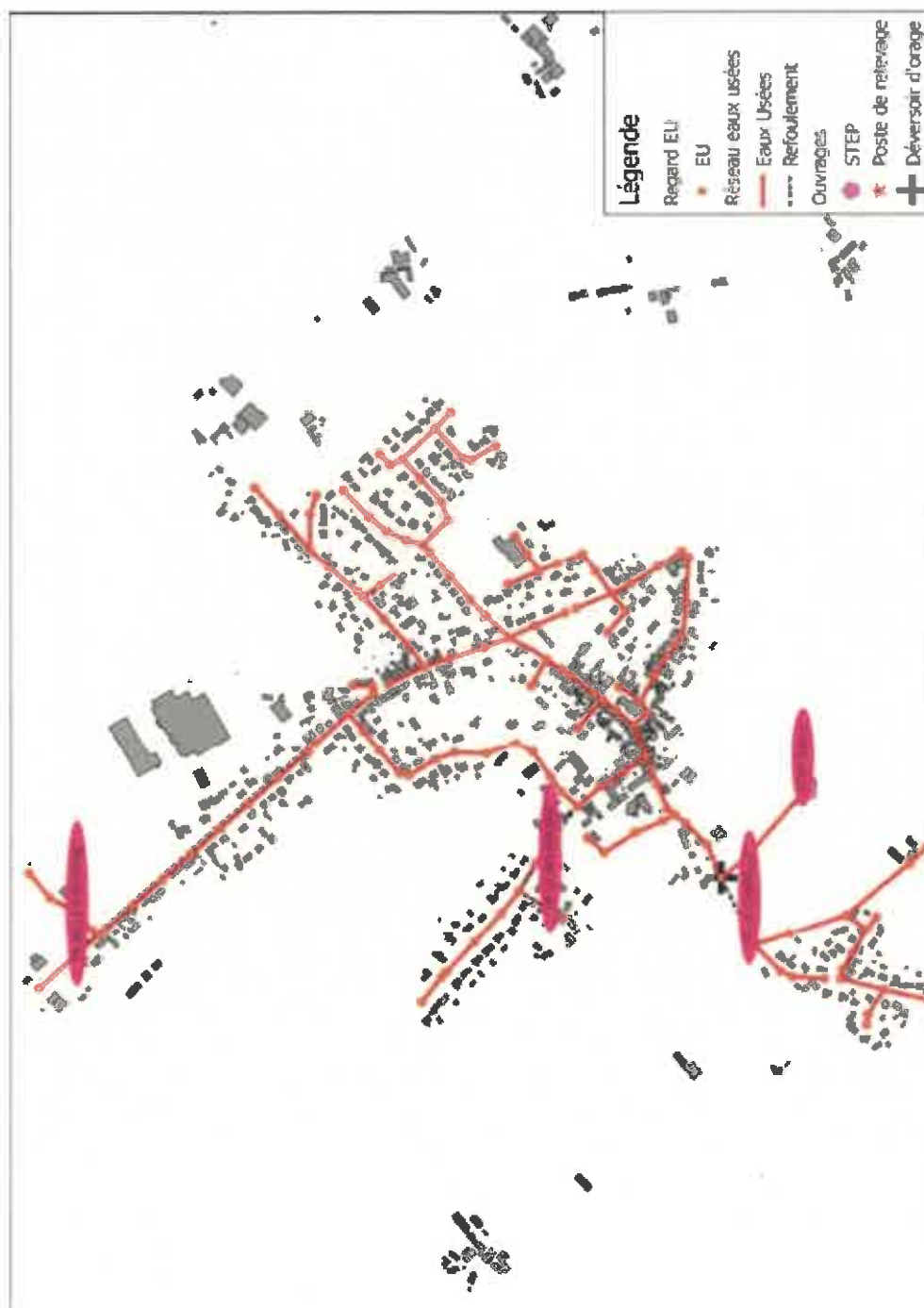
1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Paulx ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

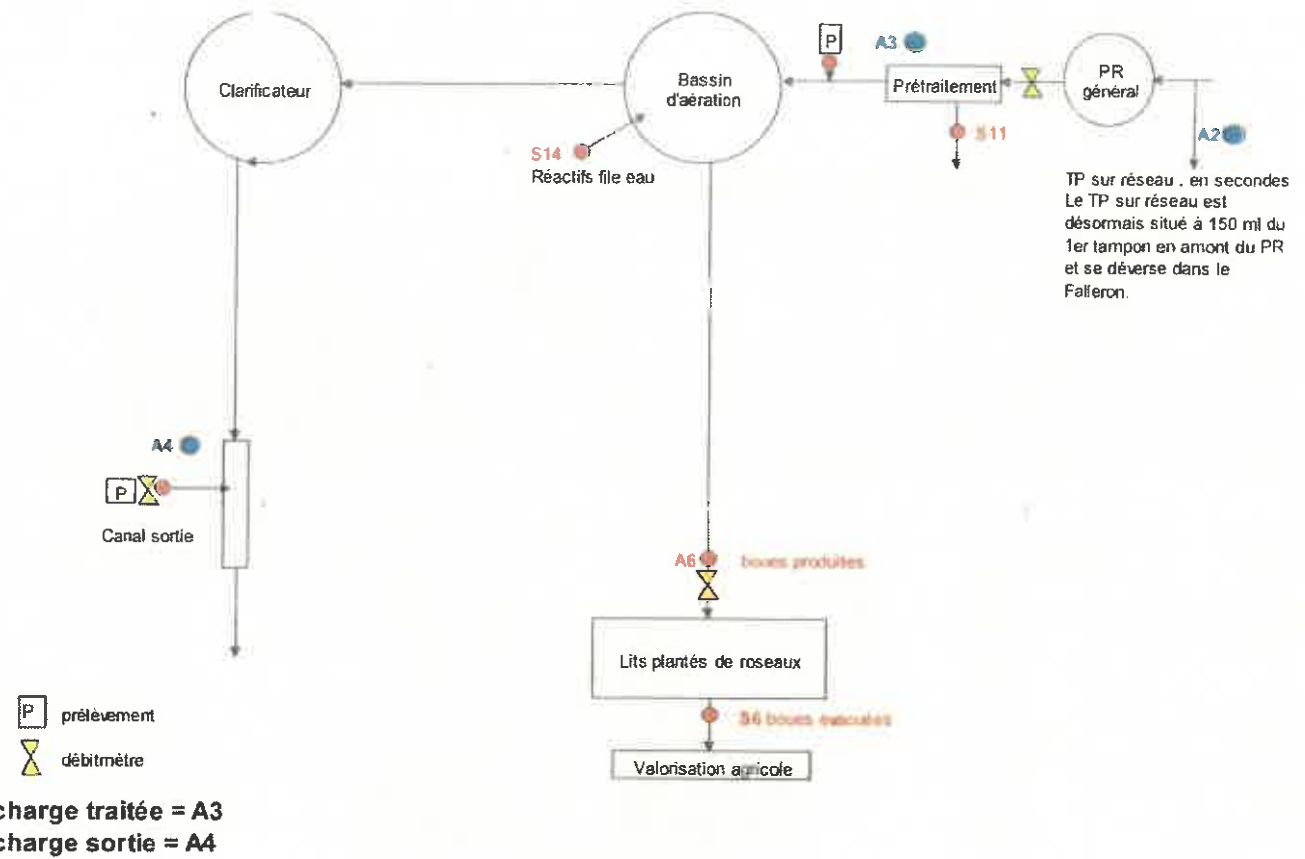
Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

II.1.1 Synoptique du réseau d'assainissement



Annexe n°2 : synoptique du schéma d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées



Annexe n°3 : échéancier prévisionnel des travaux

COMMUNE DE PAULX (44)					
ECHEANCIER SDAEU 2019			MISE A JOUR 2022		
Priorité	Intervention		Echéance	AVANCEMENT 2022	
Etudes préalables	Remise des conclusions de l'étude de schéma directeur		2019	Remise SDAEU	Fait 2019
N°1	Réduction des surcharges hydrauliques du réseau EU en temps de pluie en engageant des travaux de lutte contre les apports d'eaux parasites pluviales	Contrôle branchement	2020-2025	Contrôles et études lutte EPI sur domaine privé	2020-2025
		Test à la fumée		Test à la fumée	2020-2025
		Contrôle avaloir		Contrôle avaloir	2020-2025
	Réduction des eaux claires parasites d'infiltration : réduction des dysfonctionnements critiques	Rue de la Grande Rue		Rue de la Grande Rue	ITV Faites 2021
		Rue des Babinières		Rue des Babinières	ITV Faites 2021
		Rue Belle Fontaine		Rue Belle Fontaine	2020-2025
		Rue de la Limouzinière		Rue de la Limouzinière	En cours maîtrise d'œuvre - Échéance Fin 2022
		Rue de la Bourrière		Rue de la Bourrière	En cours maîtrise d'œuvre - Échéance Fin 2022
	Optimisation des équipements de transfert	Gestion temps de pluie		Gestion temps de pluie	En cours maîtrise d'œuvre - Échéance Fin 2022
	STEP	Provision renouvellement		Provision renouvellement	2020-2025
N°2	Réduction des eaux claires parasites d'infiltration : réduction des dysfonctionnements critiques, combinaison de l'ensemble des travaux par voie interne (optimisation économique)	Rue de la Grassinière	A définir	Rue de la Grassinière	A définir
		Rue du marché neuf		Rue du marché neuf	